

# BAILLIAGE DE SARREGUEMINES

BAILLIAGES PRINCIPAUX RÉDUITS À SARREGUEMINES :  
SARREGUEMINES, DIEUZE, CHÂTEAU-SALINS, BITCHE, LIXHEIM,  
FENESTRANGE, BOULAY, BOUZONVILLE

## CLERGÉ

### VERDET Louis

(1744 - 1819)

*Curé de Vintranges*

Renonça à ses bénéfices le 4 août 1789, et le 12 septembre remit une souscription patriotique de 264 livres pour lui et le curé d'Hélimar. Sièges obscurément dans la minorité, et ne reparut plus sur la scène politique.

### COLSON Jean

(1734 - 1801)

*Curé de Nitting*

Se rallia au tiers état. Pris part à la discussion sur la constitution civile du clergé, et s'opposa au droit pour chaque curé de choisir ses vicaires.

## NOBLESSE

### HELMSTATT, Maximilien-Auguste BLEICKARD, comte d'

(1728 - 1802)

*Colonel d'infanterie*

Attaché à l'ancien régime, refusa de suivre la majorité réformatrice et donna sa démission le 20 janvier 1790.

### GOMER Louis-Gabriel, comte de

(1718 - 1798)

*Seigneur du Quesnel, maréchal de camp, commandeur de l'ordre de Saint-Louis*

Fit partie du comité militaire. Donna sa démission le 4 novembre 1789.

# 151

8 députés



LOUIS VERDET  
Prêtre docteur et docteur honoris causa de l'Université  
Né à Nancy le 28 Mars 1744  
Député du Baillié de Sarreguemines  
à l'Assemblée Nationale de 1789.

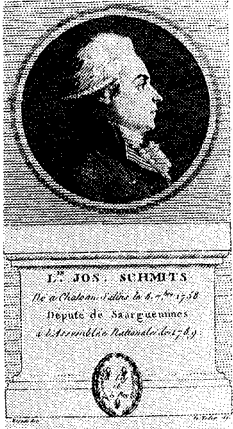


JEAN COLSON  
Curé de Nitting  
Né à Sarreguemines le 26 Mars 1734  
Député du Baillié de Sarreguemines  
à l'Assemblée Nationale de 1789.

BAILLIAGES PRINCIPAUX RÉDUITS À SARREGUEMINES :  
SARREGUEMINES, DIEUZE, CHÂTEAU-SALINS, BITCHE, LIXHEIM,  
FENESTRANGE, BOULAY, BOUZONVILLE

8 députés

TIERS ÉTAT



## SCHMITS Louis-Joseph

(1758 - 1819)

*Avocat et greffier au bailliage de Château-Salins*

**P**rêta le serment du Jeu de Paume. Rôle assez effacé à l'Assemblée. Rentra dans la vie privée après la Constituante. Conservateur des Eaux et Forêts et conseiller général de la Meurthe sous le Consulat. Baron de l'Empire. Élu en 1815 représentant à la Chambre des Cents Jours.

## ANTHOINE François-Paul-Nicolas

(1720 - 1793)

*Lieutenant général du bailliage de Boulay*

**S**ièga à gauche. Élu secrétaire de l'Assemblée. Intervint dans de nombreux débats. Après la séparation de la Constituante, devint maire de Metz. Membre de la Convention, se prononça pour la mort du roi.

## MAYER Pierre-François

*Avocat et propriétaire de la verrerie de Kreuzwald*

**P**rêta le serment du Jeu de Paume. Vota avec la majorité de son ordre. Donna sa démission le 21 janvier 1790.

## VOIDEL Jean-Georges-Charles

(né en 1758, mort vers 1793)

*Avocat à Morhange*

**P**rêta le serment du Jeu de Paume. Membre du comité des recherches. Combattit la proposition de Maury sur la répression des troubles de province. Secrétaire de l'Assemblée en janvier 1791. Intervint dans de nombreux débats. Vota l'exclusion des députés absents, s'opposa à l'exportation des armes. Juge à Paris à partir de décembre 1790, soutint que les prêtres démissionnaires n'étaient pas réfractaires, fit décréter des poursuites contre des fabricants de faux assignats, et apposer les scellés sur les papiers des Tuileries après la fuite du roi. Accusa le comité de révision d'avoir transigé avec les princes émigrés, et publia un mémoire en faveur de Louis-Philippe d'Orléans. Membre du club des Jacobins après la Constituante.



# BAILLIAGE DE SARREGUEMINES

BAILLIAGES PRINCIPAUX RÉDUITS À SARREGUEMINES :  
SARREGUEMINES, DIEUZE, CHÂTEAU-SALINS, BITCHE, LIXHEIM,  
FENESTRANGE, BOULAY, BOUZONVILLE

# 151

8 députés

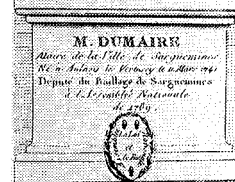
## SUPPLÉANTS AYANT SIÉGÉ\*

### DUMAIRE Jean-Baptiste

(1741 - 1801)

*Lieutenant de maire à Sarreguemines*

**R**emplaça le 21 janvier 1790 le comte d'Helmstatt, démissionnaire. Vota avec la majorité.



### JERSEY François-Antoine-Nicolas

(né en 1754)

*Avocat à Bitche*

**R**emplaça le 21 janvier 1790 le comte de Gomer, démissionnaire. N'eut qu'un rôle obscur. Rentra ensuite au barreau de Bitche.



### MOREL Jean-Charles-Antoine

(1752 - 1832)

*Avocat à Dieuze*

**R**emplaça le 21 janvier 1790 Mayer, démissionnaire. Vota avec la majorité et fit une motion contre l'émigration des officiers. Président du tribunal civil de Vic sous le Consulat de l'Empire.

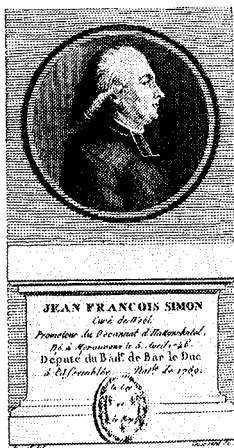
\*Elections faites le 28 décembre 1789 sans distinction d'ordres, conformément aux décrets de l'Assemblée nationale

BAILLIAGES PRINCIPAUX RÉDUITS À BAR-LE-DUC :

BAR-LE-DUC, LA MARCHE, PONT-À-MOUSSON, BOURMONT, COMMERCY, SAINT-MIHEL, THIAUCOURT, ETAIN, BRIEY, LONGUYON, VILLERS-LA-MONTAGNE

12 députés

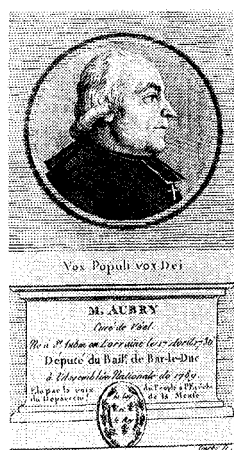
CLERGÉ

**SIMON Jean-François**

(né en 1746)

*Curé de Woël*

Vota la vérification en commun des pouvoirs, prêta le serment civique. Rentra ensuite dans la vie privée. Après le Concordat, curé de Fresnes-en-Woevre.

**AUBRY Jean-Baptiste**

(1736 - 1813)

*Curé de Vœl*

Inclina vers la cause populaire. Prêta le serment civique. Élu évêque constitutionnel de la Meuse en février 1791.

**COLLINET Joseph***Curé de Ville-sur-Yron*

Attaché à l'ancien régime, démissionna dès la fin de l'année 1789.

NOBLESSE

**CHATELET-LOMOND Louis-Marie-Florent, duc du**

(1727 - 1793)

*Lieutenant général, colonel des gardes françaises*

Fils de la marquise du Châtelet, amie de Voltaire. Colonel à seize ans. Ambassadeur à Vienne et à Londres (1761), chevalier des ordres du roi (1764). A l'Assemblée, siégea à droite, tout en faisant aux idées nouvelles quelques timides concessions. Ne

tarda pas à se montrer tout à fait opposé aux progrès de la Révolution. La découverte dans les papiers de la reine d'une liste où figurait son nom acheva de le rendre suspect. Traduit devant le tribunal révolutionnaire, fut exécuté le 13 décembre 1793.

# BAILLIAGE DE BAR-LE-DUC

# 152

BAILLIAGES PRINCIPAUX RÉDUITS À BAR-LE-DUC :

BAR-LE-DUC, LA MARCHÉ, PONT-À-MOUSSON, BOURMONT, COMMERCY, SAINT-MIHEL, THIAUCOURT, ETAIN, BRIEY, LONGUYON, VILLERS-LA-MONTAGNE

12 députés

## NOBLESSE

### **HAUTOY Roch-Hyacinthe, vicomte du**

(1731 - 1814)

*Maréchal de camp, chevalier de Saint-Louis*

**P**rêta le nouveau serment après la fuite du roi. Émigra. Promu général de division à la première Restauration.

### **BOUSMARD de CHANTEREINE, Henri-Jean-Baptiste de**

(1749 - 1807)

*Capitaine au corps royal du génie*

**C**hargé de rédiger les cahiers de doléances pour la noblesse de Saint-Mihiel, prépara un "catéchisme" des droits et des devoirs du peuple. A l'Assemblée, siégea parmi les modérés. Après la Constituante, reprit son service

à Verdun; signa la capitulation de la ville. Passa alors en Allemagne. Se fit ensuite naturaliser prussien et entra au service de la Prusse; chargé en 1807 de la défense de Dantzig contre l'armée française, fut tué d'un éclat d'obus.

## TIERS ÉTAT

### **MARQUIS Jean-Joseph**

(1747 - 1822)

*Avocat à Saint-Mihiel*

**P**rêta le serment du Jeu de Paume. Vota avec la majorité réformatrice. Membre des comités des finances et de liquidation. Juge au tribunal de cassation pour la Meuse en avril 1791, et grand juge à la haute cour nationale d'Orléans. Membre de la Convention; dans le procès du roi, vota pour l'appel

au peuple et pour le sursis. Membre du Conseil des Cinq-Cents. En l'an VII, le Directoire le désigna pour organiser les quatre départements de la rive gauche du Rhin, récemment incorporés à la République. Préfet de la Meurthe en 1800. Député au Corps Législatif de 1811 à 1815.

### **VIARD Louis-René**

(1748 - 1833)

*Avocat en parlement*

**P**rêta le serment du Jeu de Paume. Quelques mois après, blessé par la chute des tribunes dans la salle de l'Archevêché. Rôle obscur. Après la Constituante, administrateur de la

Meurthe. Sous le Consulat, sous-préfet de Château-Salins, membre de la commission des émigrés. Baron de l'Empire en 1813.

BAILLIAGES PRINCIPAUX RÉDUITS À BAR-LE-DUC :  
 BAR-LE-DUC, LA MARCHE, PONT-À-MOUSSON, BOURMONT, COMMERCY,  
 SAINT-MIHEL, THIAUCOURT, ETAIN, BRIEY, LONGUYON, VILLERS-LA-  
 MONTAGNE

12 députés

TIERS ÉTAT

### ULRY Augustin

(1740 - 1813)

*Avocat du roi au bailliage de Bar-le-Duc*

**P**rêta le serment du Jeu de Paume. Membre des comités de constitution et des rapports. Fit partie de la délégation envoyée à Paris le 16 juillet

1789 pour rétablir l'ordre. Après la Constituante, président de tribunal de district.

### DUQUESNOY Adrien-Cyprien

(1759 - 1808)

*Avocat, homme de lettres, syndic provincial*

**F**avorable aux principes de la Révolution, se lia dès le début avec les députés les plus influents, devint l'ami de Mirabeau. Présenta de nombreuses motions et propositions. A propos de la déclaration des Droits, observa : "Il faut distinguer les lois et les droits. Les lois sont analogues aux moeurs, elles ont la teinte du caractère national; les droits sont toujours les mêmes". Intervint dans de très nombreux débats. Après la séparation

de la Constituante, retourna à Nancy comme directeur des postes. Y prit partie pour la monarchie menacée. Nommé maire de Nancy par les modérés en 1792. Compromis par les papiers de l'armoire de fer. Incarcéré, fut envoyé devant le tribunal révolutionnaire, qui le fit mettre en liberté à la fin de l'an II. Après le 18 brumaire, exerça diverses fonctions officielles. Se suicida.

### BAZOCHE Claude-Hubert

(1748 - 1812)

*Avocat du roi au bailliage de Saint-Mihiel, procureur-syndic de l'Assemblée provinciale de Lorraine à Saint-Mihiel*

**S**iégea parmi les modérés. Membre de la Convention, député au Conseil des Anciens sous le Directoire, député au Corps Législatif sous le Consulat.

# BAILLIAGE DE BAR-LE-DUC

BAILLIAGES PRINCIPAUX RÉDUITS À BAR-LE-DUC :

BAR-LE-DUC, LA MARCHE, PONT-À-MOUSSON, BOURMONT, COMMERCY, SAINT-MIHIEL, THIAUCOURT, ETAIN, BRIEY, LONGUYON, VILLERS-LA-MONTAGNE

*TIERS ÉTAT*

## GOSSIN Pierre-François

(1754 - 1794)

*Lieutenant général civil et criminel à Bar-le-Duc*

Rapporteur du comité chargé de diviser la France en départements. Intervint dans plusieurs débats. C'est sur sa proposition que les cendres de Voltaire furent transférées au Panthéon. Élu procureur général syndic de la Meuse en septembre 1791, était à Verdun lors de sa capitulation face aux

Prussiens. Obtempéra aux ordres de Brunswick en conservant ses fonctions. Condamné à mort par le tribunal révolutionnaire. Le jour de son exécution (23 juillet 1794), oublié dans la cour de la prison, suivit à pied la charrette jusqu'à la place de la Révolution.

## SUPLÉANT AYANT SIÉGÉ

*CLERGÉ*

## PELLEGRIN Louis-François-Claude

(1732 - 1811)

*Curé de Sommérecourt*

Remplaça le 23 novembre 1789 Collinet, démissionnaire. Prêta le serment civique et vota avec la majorité réformatrice. Curé de Bourmont (Haute-Marne) après le Concordat.

# 152

12 députés



**BOURBON-CONDÉ, Louis-Henri-Joseph, duc de**

(1756 - 1830)

*Prince du sang, chevalier de Saint-Louis et maréchal de camp*

**H**ostile aux réformes, il émigra dès 1789, après avoir protesté contre la marche de la Révolution. Entré en 1792 dans le corps d'émigrés commandé par son père, il fut gravement blessé à Berstheim (2 décembre 1793). Il débarqua à l'île d'Yeu quelques jours avant la journée de Quiberon (octobre 1795). Après le licenciement de l'armée de Condé (1799), il s'établit en Angleterre. Au retour des Bourbons (1814), le souvenir de l'assassinat de son fils, le duc d'Enghien, le tint à l'écart de la

politique. Pair de droit comme prince du sang, il fut nommé colonel général de l'infanterie légère et tenta, en mars 1815, au retour de l'île d'Elbe, de soulever l'Ouest en faveur des Bourbons. Mais il dut capituler et obtint l'autorisation de s'embarquer pour l'Espagne. A la seconde Restauration, il resta éloigné des affaires publiques. Après la Révolution de 1830, il fit ses préparatifs pour rejoindre la famille royale en exil mais, le 27 août 1830, au matin, il fut trouvé pendu dans sa chambre.

**JANSON, Michel-Palamède de FORBIN, marquis de***Gouverneur de Grasse et d'Antibes, colonel du régiment d'infanterie d'Anjou***SADE Jean-Baptiste-Joseph-David, comte de***Lieutenant général dans les pays de haute et basse Bresse, Bugey, Valromey et Gex, chevalier, seigneur d'Eyguières, coseigneur de Mondragon et Baret***SABRAN Jules-César, marquis de***des comtes de Forcalquier et d'Arian, chevalier, seigneur de Baudinard, Montblanc, coseigneur de Pontevès, Sainte-Catherine, Roquette et Ville-Vieille*

(\* ) Cette députation n'a pas été admise à l'Assemblée nationale ; elle n'avait sollicité d'ailleurs son admission que dans la chambre de la noblesse des États-Généraux.



## NOBLESSE

### **LAURIS, Jean-Louis-Martin d'ARLATAN de**

*Chevalier, conseiller du roi en tous ses conseils, président à mortier au parlement de Provence, seigneur de Lauris, la Roche et le Puget*

### **ARBAUD de JOUQUES, André-Elzéar d'**

*Conseiller du roi en ses conseils, président à mortier en la cour du parlement de Provence, seigneur de Jouques, Cornillon, Confou, Ongles, Mison, coseigneur de Maillane et de Malcor*

### **MAZENOD, Charles-Antoine de**

(mort à Marseille en 1820)

*Chevalier, président de la cour des comptes, aides et finances de Provence, puis président à mortier au parlement, coseigneur de Saint-Laurens*

Il fit partie des nobles qui, se fondant sur ce que les États de Provence avaient nommé jusque-là les députés aux États-Généraux, protestèrent contre la décision de Necker voulant que la députation fût nommée par sénéchaussée. La part qu'il avait prise à

cette affaire le rendit fort impopulaire. Ne se croyant plus en sûreté à Aix, il émigra, alla habiter Palerme, refusa les offres qui lui furent faites par le gouvernement consulaire et ne revint en France qu'en 1817.

### **GRIMALDI Charles-André-Benoît-François-Xavier, marquis de**

*Chevalier, seigneur de Régusse, Saint-Martin, Villeneuve, Coutelas, La Tour et coseigneur de Montmeyan*

(\* Cette députation n'a pas été admise à l'Assemblée nationale ; elle n'avait sollicité d'ailleurs son admission que dans la chambre de la noblesse des États-Généraux.

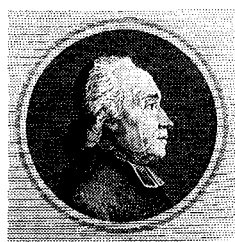
**BOISGELIN de CUCÉ, Jean-de-Dieu-Raymond de**

(1732 - 1804)

*Archevêque d'Aix, académicien français en 1776*

Il se prononça pour la réunion des trois ordres, pour l'abolition des privilèges, pour le vote annuel de l'impôt et demanda que l'emprunt projeté fût hypothéqué sur les biens du clergé, dont la propriété était inaliénable. Nommé président de l'Assemblée, le 29 novembre 1789, il se déclara favorable au maintien des dîmes, offrit quatre cents millions au nom du clergé, soutint la prérogative royale du droit de paix et de guerre,

combattit la prise de possession des biens d'église par l'État en garantie des assignats, proposa la réunion d'un concile général et publia l' "*Exposé des principes des évêques de l'Assemblée*". Lorsqu'un archevêque constitutionnel eut été nommé à Aix, il se retira en Angleterre. De retour en France après la signature du Concordat, il fut nommé archevêque de Tours (1804), puis cardinal.

**COUSIN Charles**

(1736 - 1831)

*Curé de Cucurron*

Son rôle parlementaire fut peu important.

**ANDRÉ, Antoine-Balthazar-Joseph d'**

(1759 - 1825)

*Conseiller au parlement d'Aix*

Il marqua parmi les membres les plus actifs de l'Assemblée constituante. Avec la minorité de son ordre, il se réunit au tiers-état après la séance du Jeu de Paume et fut élu membre du comité de constitution. Il siégea parmi les "constitutionnels", s'occupa des projets de réorganisation judiciaire, auxquels il adhéra au nom du parlement d'Aix, prit part à la discussion de la déclaration des Droits. Il prit souvent la parole sur les questions d'impôt. Trois fois réélu président, il exprima, après la fuite du roi, le vœu que les décrets rendus par l'assemblée, quoique non revêtus de la sanction du pouvoir exécutif, eussent force de loi. Désigné comme l'un des

commissaires chargés d'interroger Louis XVI à son retour de Varennes, il s'opposa cependant à ce qu'il fût mis en cause et réussit à faire écarter la question de déchéance. Rentré dans la vie privée à la fin de la Constituante, d'André se livra au commerce. Inquiété en 1792, comme suspect à la fois de connivence avec les émigrés et de faits d'accaparement, il se réfugia en Angleterre et rendit divers services aux chefs de l'émigration. Nommé, après 1814, directeur général de la police, puis intendant de la maison du roi, fidèle à Louis XVIII pendant les Cent-Jours, il reprit ses fonctions après la seconde Restauration.

## NOBLESSE

### CLAPIERS de COLLONQUES Louis-Joseph-Félix

*Chevalier*

Il siégea au côté droit et défendit l'ancien régime.

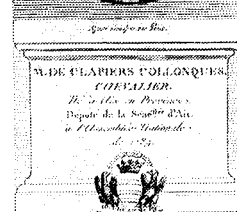
## TIERS ÉTAT

### MIRABEAU Honoré-Gabriel RIQUETTI, comte de

(1749 - 1791)

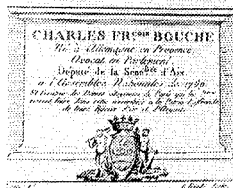
Repoussé par la noblesse du bailliage d'Aix qui n'admit que les nobles possesseurs de fiefs, il ouvrit une boutique avec cette enseigne : "Mirabeau, marchand de drap" et fut élu, le 6 avril 1789, député du tiers état de la sénéchaussée d'Aix. Arrivé à Paris, il publia le "*Journal des États-Généraux*", dont la suppression, par arrêt du conseil du roi en date du 6 mai 1789, lui fournit l'occasion d'une éloquente protestation en faveur de la liberté de la presse, dans une lettre à ses commettants. Le 18 mai, il demanda que le bureau du Tiers conférât avec le clergé, seulement en vue de la réunion des deux ordres, sans s'inquiéter de la noblesse. Le 15 juin, il appuya la motion de Siéyès tendant à la constitution de l'Assemblée en "Assemblée des représentants du peuple". Célèbre pour son éloquence, Mirabeau prit une part des plus actives aux débats et, le 23 juin, répondit à M. de Dreux-Brézé qui rappelait les ordres

du roi : "Nous ne quitterons nos places que par la puissance des baïonnettes". Le 8 juillet, il demanda l'éloignement des troupes de Versailles et le 16 le renvoi des ministres. Auteur d'un projet qui fut rejeté, il intervint dans le débat sur la déclaration des Droits. En septembre, il défendit les projets financiers de Necker et en novembre, il s'éleva contre la centralisation de la banque (Caisse d'escompte) à Paris. Sur le droit de paix et de guerre à attribuer au roi ou à l'Assemblée, il obtint, après une lutte mémorable, que le droit resterait au roi, sauf à l'exercer conjointement avec l'Assemblée. S'étant rapproché de la monarchie, il fut accusé de trahison et d'être vendu à la cour. Nommé membre de l'administration départementale de Paris le 16 janvier 1791, et président de l'Assemblée le 31, il prit encore la parole, le 22 mars, à propos de la régence et le 27 sur les mines. Tombé malade le 28 mars, il expira le 2 avril.



8 députés

TIERS ÉTAT



## BOUCHE Charles-François

(1737 - 1795)

*Avocat au parlement d'Aix*

Auteur d'un projet de déclaration des Droits de l'Homme en août 1789. Favorable aux idées nouvelles, il se signala par son ardeur à combattre les doctrines du clergé et de la noblesse. Il demanda, dès le premier jour, que les assemblées fussent quotidiennes et proposa de fixer à un maximum de cinq minutes la durée des discours. Partisan de la monarchie, il émit le vœu que le pouvoir législatif

appartienne à la nation et le pouvoir exécutif au roi. Il opina aussi pour une manifestation en faveur de la religion, "sans laquelle aucune société ne peut exister". Il fut élu secrétaire de l'Assemblée constituante et proposa la réunion du comtat d'Avignon à la France. Après la Constituante, il fut nommé membre du tribunal de cassation pour le département des Bouches-du-Rhône.

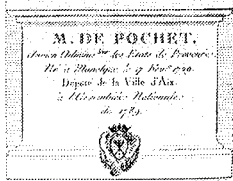
## AUDIER-MASSILLON Bruno-Philibert

(1746 - 1822)

*Lieutenant général de la sénéchaussée d'Aix*

Intervint notamment pour permettre aux officiers ministériels dont les offices n'étaient pas encore liquidés d'employer leurs finances en acquisition des biens nationaux et pour demander un rapport sur le moyen de monnayer le métal des cloches. Élu juge au tribunal de cassation, le 11

germinal an VIII, nommé chevalier de l'Empire le 3 juin 1808, il adhéra néanmoins en 1814 à la déchéance de Napoléon et vota contre l'Acte additionnel aux Constitutions de l'Empire. Il fut mis à la retraite comme conseiller à la cour royale d'Aix, le 9 juillet 1820.



## POCHET, François-Joseph du

(né en 1729)

*Assesseur et procureur du pays de Provence*

Son nom n'est pas cité au *Moniteur*.

## CLERGÉ

### DULAU Jean-Marie

(1738 - 1792)

*Archevêque d'Arles*

**S**outint la distinction entre les trois ordres, et fit partie de la minorité de l'Assemblée. Après la Constituante, il ne quitta pas Paris, fut du nombre des

prêtres enfermés aux Carmes et périt dans le massacre des prisons le 2 septembre 1792.

## NOBLESSE

### FONTCHATEAU, Conrad PROVANÇAL, marquis de

**I**l eut un rôle parlementaire très effacé.

## TIERS ÉTAT

### PELLISSIER André

(1742 - 1791)

*Docteur en médecine*

**I**l opina avec la majorité. En avril 1790, il devint maire de Saint-Rémy et donna ses soins, comme médecin, à son collègue Mirabeau, conjointement

avec Cabanis. Atteint lui-même d'une grave maladie de poitrine, il dut demander un congé et succomba à cette maladie en arrivant à Saint-Rémy.



4 députés

TIERS ÉTAT



## DURAND de MAILLANE Pierre-Toussaint

(1729 - 1814)

*Avocat au parlement d'Aix*

Membre du comité ecclésiastique, il rédigea avec Martineau le rapport sur la constitution civile du clergé et fut un des auteurs du décret relatif au mariage civil. Soutint la déclaration des Droits le 1er août 1789. Élu, le 6 septembre 1792, membre de la Convention par le département des Bouches-du-Rhône, il se sépara des Girondins pour prendre place dans la Plaine. Dans le procès de Louis XVI, il opina pour la réclusion du roi jusqu'à la paix et le bannissement ensuite. Sa tête ayant été mise à prix à Marseille, en raison de son attitude à la Convention, Durand de Maillanne accusa les Jacobins d'avoir provoqué cette mesure contre lui. Le 9 thermidor, comme Robespierre faisait appel aux "hommes vertueux" de la Plaine, Durand de

Maillanne lui lança cette apostrophe qui fut le signal du soulèvement de la majorité contre lui : "Scélérat! la vertu dont tu profanes le nom doit te traîner à l'échafaud!". Agent des plus actifs de la réaction thermidorienne, il dénonça plusieurs de ses collègues et pressa l'Assemblée de dissoudre partout les clubs de Jacobins. Député des Bouches-du-Rhône au Conseil des Anciens, le 23 vendémiaire an IV. A la suite du 18 fructidor, accusé d'avoir favorisé la rentrée d'émigrés, il passa quelques temps à la prison du Temple mais son grand âge le fit échapper à la déportation. Mis en liberté le 25 février 1798, il adhéra plus tard au coup d'État de brumaire et fut nommé à la cour d'appel d'Aix.

## CLERGÉ

### ROYER Honoré-Joseph

(1739 - 1794)

*Conseiller d'Etat, abbé de Noë*

Hostile aux réformes, il s'opposa à l'abolition de la dîme et des droits féodaux, à la vente des biens du clergé et à la constitution civile. A la séance du 13 février 1790, dans la discussion relative à la suppression des ordres religieux, il sollicita une exception en faveur de sa congrégation. Secrétaire de la Constituante le 26 mai 1790, il signa

les protestations des 12 et 15 septembre 1791. Étant resté à Paris, il fut arrêté comme suspect le 15 frimaire an II, enfermé au Luxembourg, impliqué dans la conspiration des prisons, traduit devant le tribunal révolutionnaire, condamné à mort et exécuté le 7 juillet 1794.



## NOBLESSE

### GUILHEM de CLERMONT-LODÈVE Charles-François, marquis de

(né en 1749)

*Ancien officier de cavalerie*

Il prit la parole à propos de la déclaration des Droits, vota l'emprunt par acclamation, demanda la responsabilité des agents publics et appuya la

motion tendant à déclarer la religion catholique, religion nationale. Il émigra à la fin de 1792 et mourut à l'étranger.



## TIERS ÉTAT

### BOULOUVARD Pierre-Siffren

(1732 - 1793)

*Négociant à Arles*

Il s'éleva dans une lettre qu'il signa avec son collègue Bonnemant et qu'ils adressèrent au *Moniteur*, contre les accusations dont la population

d'Arles avait été l'objet. Devenu suspect en 1793, il fut exécuté à Marseille, le 19 octobre de la même année.



### BONNEMANT, Guillaume de

(1747 - 1820)

*Avocat*

Admis à l'Assemblée par décision du 14 juin 1789 à la suite d'une méprise du comité de vérification, en

violation du règlement royal qui n'accordait à la ville d'Arles que trois députés.

8 députés

CLERGÉ

**VILLENEUVE-BARGEMONT, Barthélémy-Joseph de**

(né en 1720)

*Chantre, chanoine et comte de l'abbaye royale de Saint-Victor à Marseille*

Il approuva la réunion des trois ordres et fut adjoint au comité de vérification. Il vota ensuite avec la minorité et émigra après la Constituante.

**DAVIN Henri**

(né en 1718)

*Curé et chanoine de la paroisse de Saint-Martin à Marseille*

Il n'eut qu'un rôle peu important dans l'Assemblée constituante.

NOBLESSE

**CYPIERES Louis-Antoine, marquis de***Ancien lieutenant de vaisseau*

Il se déclara contre les idées nouvelles et vota avec le côté droit de l'Assemblée jusqu'au 9 février 1791, époque à laquelle il donna sa démission.

**SINETY André-Louis-Esprit, comte de**

(1740 - 1811)

*Ancien page du roi, ancien major du régiment de Royal-Navarre-cavalerie*

Il siégea à droite et présenta un projet de déclaration des Droits et des Devoirs du Citoyen. Il se rendit, le 6 octobre, à Versailles, pour défendre le roi, demanda (12 mars 1790) qu'aucun député actuel ne fût ni électeur ni éligible dans les prochaines assemblées, vota (1er avril) la suppression du privilège de la Compagnie des Indes, présenta (7 mai) un projet tendant à

conférer au roi seul le droit de paix et de guerre. Fut commissaire (22 juin 1791) pour la prestation du serment des troupes. Après la Constituante, il disparut de la scène politique. Président et secrétaire perpétuel de l'Académie de Marseille, membre du conseil d'agriculture, arts et commerce des Bouches-du-Rhône.



## TIERS ÉTAT

### **ROUSSIÉR Michel**

(1744 - 1806)

*Négociant à Marseille*

**A**djoint au doyen des Communes, membre du comité des subsistances, il prêta le serment du Jeu de Paume et ne prit qu'une fois la parole pour proposer une définition du

gouvernement monarchique. Il donna sa démission le 5 septembre 1790 et ne reparut plus dans les assemblées parlementaires.

### **LEJÉANS Louis-Honoré**

(1734 - 1802)

*Négociant à Marseille*

**L**e *Moniteur* ne cite son nom qu'à l'occasion de l'adoption d'un décret relatif à la construction du palais de justice d'Aix.

### **DELABAT Jacques-Armand**

*Négociant à Marseille*

**I**l n'eut dans l'Assemblée qu'un rôle très effacé.

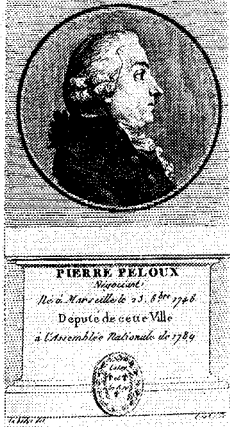
### **LIQUIER André**

(mort en 1789)

*Négociant à Marseille*

**I**l eut à peine le temps de se rendre à Versailles et mourut le 13 juin 1789.

8 députés

**SUPLÉANTS AYANT SIÉGÉ****TIERS ÉTAT****PELOUX Pierre**

(né en 1748)

*Négociant à Marseille*

Admis à siéger le 17 septembre 1790, en remplacement de Roussier, démissionnaire. Il opina avec la majorité de la Constituante et n'eut qu'un rôle parlementaire effacé.

**CASTELANET Antoine**

(né en 1754)

*Notaire à Marseille*

Admis à siéger le 20 juin 1789 par suite du décès de Liquier. Il prit plusieurs fois la parole à l'Assemblée : pour donner lecture d'un rapport au sujet des troubles provoqués à Marseille par le colonel d'Ambert; sur la situation de cette ville; pour démentir le bruit

qu'elle voulait s'ériger en République. Considéré en 1793, comme un des chefs du parti contre-révolutionnaire à Marseille, la Convention l'invita le 19 juin à se justifier des accusations d'incivisme portées contre lui.

# SÉNÉCHAUSSÉE DE DRAGUIGNAN

SÉNÉCHAUSSÉES PRINCIPALES RÉDUITES À DRAGUIGNAN :  
DRAGUIGNAN, GRASSE, CASTELLANE

# 158

8 députés

## CLERGÉ

### MOUGINS de ROQUEFORT Boniface-Antoine

(1732 - 1793)

*Curé de Grasse*

Il fut l'un des premiers de son ordre à se réunir aux représentants du Tiers et défendit les réformes et la déclaration des Droits à condition que l'on y intègre les principes religieux. Obligé de demander un congé pour sa santé le 23 septembre 1789, il revint à

l'Assemblée le 5 décembre suivant et vota avec la majorité. Il adhéra à la constitution civile du clergé, prêta le serment le 27 décembre 1790 et fut secrétaire de la Constituante le 9 avril 1791. De retour à Grasse, il mourut peu de temps après.



M. MOUGINS DE ROQUEFORT.  
Curé de la Vallée de Grasse, Né le 21 Avril 1732.  
Député de la Sénéchaussée de Draguignan, de Grasse,  
de Castellane et Provence.  
à l'Assemblée Nationale de 1789.



### GARDIOL Louis-Jean-Baptiste

(né en 1753)

*Curé de Callian*

Il se réunit aux Communes et prêta serment (1790) à la constitution civile du clergé. On perd sa trace après la Constituante.



M. GARDIOL.

Curé de Callian.  
Député de la Sénéchaussée de Draguignan,  
de Provence.  
à l'Assemblée Nationale de 1789.



## NOBLESSE

### RAFELIS de BROVES Jean-François, vicomte de

(1729-1792)

*Colonel d'infanterie*

Il opina avec la droite de la Constituante et adhéra, le 5 août 1789, aux arrêtés pris dans la nuit précédente, sauf ratification de ses

commettants qu'il reçut le 9 septembre. Il fut tué à Paris en défendant la royauté et les Tuileries dans la journée du 10 août 1792.



M. LE VICOMTE RAFELIS BROVES  
Né à Draguignan le 18 Avril 1729  
Député de Draguignan Grasse &c  
Aux Etats de Provence le 1789



### LASSIGNY de JUIGNÉ, Louis-Jean-Baptiste LECLERC, comte de

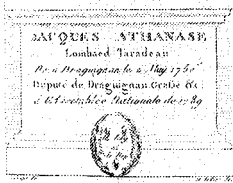
(1758-1792)

Il vota avec le parti de l'ancien régime et fut tué aux Tuileries, le 10 août 1792, en défendant le roi.

SÉNÉCHAUSSÉES PRINCIPALES RÉDUITES À DRAGUIGNAN :  
DRAGUIGNAN, GRASSE, CASTELLANE

8 députés

TIERS ÉTAT



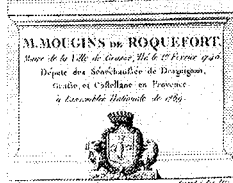
## LOMBARD-TARADEAU Jacques-Athanase

(1750 - 1821)

*Lieutenant général de la sénéchaussée de Draguignan*

Il fit peu parler de lui dans l'Assemblée constituante et se borna à opiner avec le côté droit. Après la Constituante, il resta à l'écart des affaires publiques jusqu'en 1797, époque à laquelle il devint secrétaire de l'entreprise des hôpitaux militaires. Nommé ensuite, le 5 frimaire en VIII, membre de la commission de radiation des émigrés, il fût appelé au poste de

secrétaire général du ministère de la police sous Fouché et fut élu, le 6 germinal an X, par le Sénat conservateur, député du Var au Corps Législatif, où il siégea jusqu'en 1807. Il obtint alors la place d'archiviste du ministère où il avait été employé et la conserva jusqu'à sa suppression (mai 1813).



## MOUGINS de ROQUEFORT Jean-Joseph

(1742 - 1822)

*Procureur du pays aux États de Provence, lieutenant général de police de Grasse et consul de cette ville*

Il montra des idées aussi libérales que son frère Boniface-Antoine. Il prêta le serment du Jeu de Paume, fit partie du comité des rapports (5 octobre 1789) et fut secrétaire de l'Assemblée (18 mars 1790). Il s'occupa principalement de

questions administratives et judiciaires. Après la Constituante, il devint président du tribunal de district de Grasse et ne joua plus aucun rôle politique.

## VERDOLIN Jacques

(1738 - 1793)

*Avocat à Annot*

Il fut adjoint au doyen des Communes, prêta le serment du Jeu de Paume, fit partie du comité féodal et opina avec la majorité réformatrice. Après la Constituante il fut nommé (7 septembre 1791) procureur général

syndic des Basses-Alpes et revint à la Convention comme député de ce département. Il vota pour la réclusion et le bannissement dans le procès de Louis XVI et mourut trois mois après.

# SÉNÉCHAUSSÉE DE DRAGUIGNAN

SÉNÉCHAUSSÉES PRINCIPALES RÉDUITES À DRAGUIGNAN :  
DRAGUIGNAN, GRASSE, CASTELLANE

158

8 députés

*TIERS ÉTAT*

## **SIEYÈS Joseph-Barthélémy**

(1749 - 1830)

*Avocat à Fréjus*

**P**arent du célèbre Sieyès et partisan comme lui des idées nouvelles, il prêta le serment du Jeu de Paume et vota constamment avec la majorité.

Après la Constituante, il se tint à l'écart et fut nommé juge au tribunal de Cassation le 11 germinal an VIII.

SÉNÉCHAUSSÉES PRINCIPALES RÉDUITES À FORCALQUIER :  
FORCALQUIER, DIGNE, SISTERON, BARCELONNETTE

8 députés

CLERGÉ



## GASSENDI Jean-Gaspard

(1749 - 1806)

*Prieur-curé de Barras*

Il appartenait à la famille du célèbre Pierre Gassendi (1592 - 1655). Il prit la parole sur plusieurs matières ecclésiastiques, notamment sur l'élection des curés, et prêta le serment

civique. Partisan du coup d'État de brumaire, il fut nommé, le 4 nivôse an VIII, député des Basses-Alpes au Corps Législatif, où il siégea jusqu'à sa mort.



## ROLLAND Jean-Michel

(1745 - 1810)

*Curé du Caire (Basses-Alpes)*

Il fut l'un des premiers de son ordre à se réunir au Tiers, fit partie du comité ecclésiastique, vota avec la majorité et

prêta le serment ecclésiastique le 3 janvier 1791. Il disparut de la scène politique après la Constituante.



## EYMAR, Ange-Marie d'

(1747 - 1803)

*Chevalier*

Admirateur passionné de Jean-Jacques Rousseau, dans l'intimité duquel il avait vécu pendant sa jeunesse, il fut l'un des premiers de son ordre qui décidèrent de se réunir au Tiers. En mars 1790, il se déclara favorable au nouveau plan de division territoriale et, en décembre 1790, il déposa un projet de décret, qui fut adopté à l'unanimité, tendant à rendre à Jean-Jacques Rousseau les honneurs dus aux grands hommes et à assurer à sa veuve le bénéfice d'une pension nationale. D'Eymar vécut à l'écart

pendant la Terreur. Le gouvernement du Directoire le nomma ambassadeur de la République à Turin. Il rendit dans ce poste de grands services, découvrit l'existence d'un traité secret que le roi de Sardaigne avait passé avec les puissances ennemies de la France et en arracha l'aveu aux ministres du monarque qui dut quitter le Piémont et se retirer en Sardaigne. Le 11 ventôse de l'an VIII, d'Eymar fut appelé à la préfecture du département du Léman, qu'il conserva jusqu'à sa mort.

NOBLESSE

# SÉNÉCHAUSSÉE DE FORCALQUIER

# 159

SÉNÉCHAUSSÉES PRINCIPALES RÉDUITES À FORCALQUIER :  
FORCALQUIER, DIGNE, SISTERON, BARCELONNETTE

8 députés

## NOBLESSE

### **BURLE, François-Charles de**

(1746 - 1823)

*Chevalier, lieutenant général civil de Sisteron*

Il ne fut pas systématiquement hostile aux idées nouvelles et il accepta la réunion des trois ordres.



## TIERS ÉTAT

### **LATIL Joseph**

(1752- 1817)

*Avocat à Sisteron*

Il vota obscurément avec la majorité de la Constituante et remplit plus tard les fonctions de magistrat de sureté et de conseiller général dans les Basses-Alpes.

### **BOUCHE Pierre-Balthazard**

(1758 - 1850)

*Avocat à Forcalquier*

Il vota avec la majorité et devint, après la Constituante, administrateur de son département

### **SOLLIER Etienne**

(1743 - 1827)

*Avocat à Saignon*

Il prêta le serment du Jeu de Paume et dut demander un congé pour cause de maladie. Rentré dans la vie privée, il fut, en 1793, dénoncé comme suspect, arrêté et ne recouvra sa liberté qu'après le 9 thermidor. Rallié à Bonaparte, il devint juge puis président

du tribunal d'Apt. Élu, le 12 mai 1815, représentant à la Chambre des Cent-Jours par l'arrondissement d'Apt, il siégea dans la majorité. La seconde Restauration le destitua de ses fonctions judiciaires.

SÉNÉCHAUSSÉES PRINCIPALES RÉDUITES À FORCALQUIER :  
FORCALQUIER, DIGNE, SISTERON, BARCELONNETTE

8 députés

TIERS ÉTAT



## MÉVOLHON Jean-Antoine-Pierre

(1757 - 1836)

*Avocat à Sisteron*

Il prêta le serment du Jeu de Paume, vota silencieusement avec la majorité de son ordre et partit en congé de novembre 1790 à février 1791. Dénoncé au comité de salut public, le 24 prairial an II, par le comité de surveillance de Sisteron, il fût arrêté le 12 messidor. Mais il fit parvenir ses réclamations à la Convention qui suspendit l'effet de

l'arrestation et chargea Barras et Fréron, alors en mission en Provence, de statuer définitivement sur l'affaire qui n'eut pas d'autre suite. Président du tribunal de Sisteron sous le Consulat, puis chef de légion de la garde nationale et président de section à Paris, il fut créé baron de l'Empire le 25 mars 1810.



# SÉNÉCHAUSSÉE DE TOULON

SÉNÉCHAUSSÉES PRINCIPALES RÉDUITES À TOULON :  
TOULON, BRIGNOLES, HYÈRES

# 160

8 députés

## CLERGÉ

### RIGOUARD Jean-Joseph

(1735 - 1799)

*Curé de Solliès-Farède*

Il vota la vérification des pouvoirs en commun, prêta le serment ecclésiastique le 27 décembre 1790, fut nommé évêque constitutionnel du Var le 23 avril 1791 et prit un congé le 11 juin suivant.

### MONTJALLARD Jean-Joseph-André

(mort en 1791)

*Curé de Barjols*

Il se montra d'abord favorable aux idées nouvelles, vota la vérification en commun des pouvoirs et, le 28 décembre 1790, prêta le serment civique. Mais il revint bientôt aux opinions de la droite et désespéré, a-t-on dit, de son attitude précédente, il se jeta par sa fenêtre le 18 août 1791.

## NOBLESSE

### LA POYPE de VERTRIEUX Louis-Armand, marquis de

(1721 - 1801)

*Chef d'escadre des armées navales*

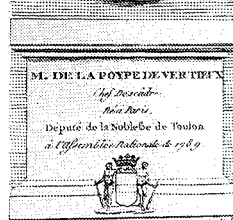
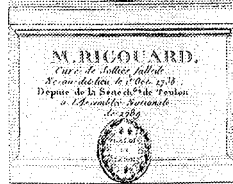
Parent de Jean-Claude de la Poype de Vertrieux qui fut évêque de Poitiers de 1702 à 1732, il tint pour l'ancien ordre de choses et donna sa démission le 14 avril 1790. Mort en émigration à Londres.

### VIALIS, Michel-Joseph de

(né en 1729)

*Maréchal de camp*

Prêta le serment après la fuite du roi à Varennes et fut membre du comité de la marine. Il disparut de la scène politique après la Constituante.



SÉNÉCHAUSSÉES PRINCIPALES RÉDUITES À TOULON :  
TOULON, BRIGNOLES, HYÈRES

8 députés

*TIERS ÉTAT*

### **MEIFRUN Pierre-Joseph**

(1723 - 1814)

*Propriétaire et consul à Toulon*

Il se fit peu remarquer à l'Assemblée constituante, et devint ensuite maire de Toulon, fonctions qu'il remplissait lorsque cette ville fut livrée aux Anglais en 1793.

### **FERAUD Charles**

(1736 - 1814)

*Avocat à Brignoles*

Il parla, en 1790, sur le rétablissement du calme dans Toulon, fit décréter que tous les députés qui s'absenteraient seraient privés de leur traitement, présenta, en 1791, des observations contre le projet de réorganisation de la garde nationale soldée de Paris et opina

pour le titre de prince fût conservé aux membres de la famille royale. Président du tribunal de première instance de Brignoles après le 18 brumaire, il perdit cet emploi au retour des Bourbons et mourut peu après.

### **JAUME Honoré-Henry**

(né en 1761)

*Propriétaire à Hyères et négociant*

Membre obscur de la majorité, il devint après la Constituante, accusateur public à Draguignan, puis, en l'an VII, juge au tribunal de cassation.

# SÉNÉCHAUSSÉE DE TOULON

SÉNÉCHAUSSÉES PRINCIPALES RÉDUITES À TOULON :  
TOULON, BRIGNOLES, HYÈRES

# 160

8 députés

## TIERS ÉTAT

### RICARD de SÉALT Gabriel-Joseph-Xavier

(1754 - 1802)

*Avocat*

Il prêta le serment du Jeu de Paume, fit partie des comités de constitution et des rapports, vota contre le rachat des dîmes et des droits casuels, parla sur le traitement des évêques, proposa de n'accorder aucun congé aux députés pendant la cérémonie de la fédération, appuya la demande d'armer en faveur de l'Espagne contre les menées de l'Angleterre, combattit le projet sur

l'organisation de la marine et déclara que le ministre La Luzerne avait perdu la confiance de la nation. Élu secrétaire de l'Assemblée le 15 mai 1791. Ricard de Séalt fut un des commissaires nommés à l'arrestation de La Fayette. Après la Constituante il quitta la vie publique. Rallié au 18 brumaire, il fut nommé, le 11 nivôse an VIII, préfet de l'Isère.



## SUPLÉANT AYANT SIÉGÉ

NOBLESSE

### MILET de MUREAU, Louis-Marie-Antoine DESTOUFF de

(1751 - 1825)

Capitaine du génie, admis à siéger le 15 avril 1790, en remplacement du marquis de la Poype de Vertrieux, démissionnaire. Il fit partie des comités d'agriculture et des monnaies, vota plus d'une fois contre les réformes proposées par l'Assemblée, combattit l'organisation des états-majors, proposa de faire imprimer aux frais de la nation les manuscrits de La Pérouse et parla sur la fabrication des monnaies avec le métal des cloches. Adjudant général à l'armée d'Italie en 1792 et 1793, il coopéra, en cette qualité, à l'occupation de Nice et revint ensuite à Paris pour veiller à la publication des papiers de La Pérouse. Général de brigade en l'an IV, puis directeur de l'artillerie et du

génie et général de division, il remplit en l'an VII les fonctions de ministre de la Guerre et réorganisa l'armée de Masséna avant la victoire de Zurich. Mis à la réforme au 18 brumaire, préfet de la Corrèze le 8 floréal an X, créé chevalier de l'Empire le 2 juillet 1808 et baron le 18 juin 1809, il abandonna l'année suivante ses fonctions administratives et vécut dans la retraite jusqu'à la première Restauration. La protection du duc d'Angoulême lui valut alors le poste de directeur du dépôt de la guerre. Mis à la retraite en 1816, en vertu de la loi sur la réorganisation de l'état-major, il obtint de faire partie du conseil d'administration des Invalides.

